

Cote du document: EB 2015/LOT/P.19
Date: 30 juillet 2015
Distribution: Publique
Original: Espagnol

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République
bolivarienne du Venezuela pour le
Projet de développement rural durable pour la
sécurité alimentaire des zones semi-arides
des États de Lara et de Falcón – phase III

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Jesús Quintana
Chargé de programme de pays
téléphone: +51 1 625 90 28
courriel: j.quintana@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

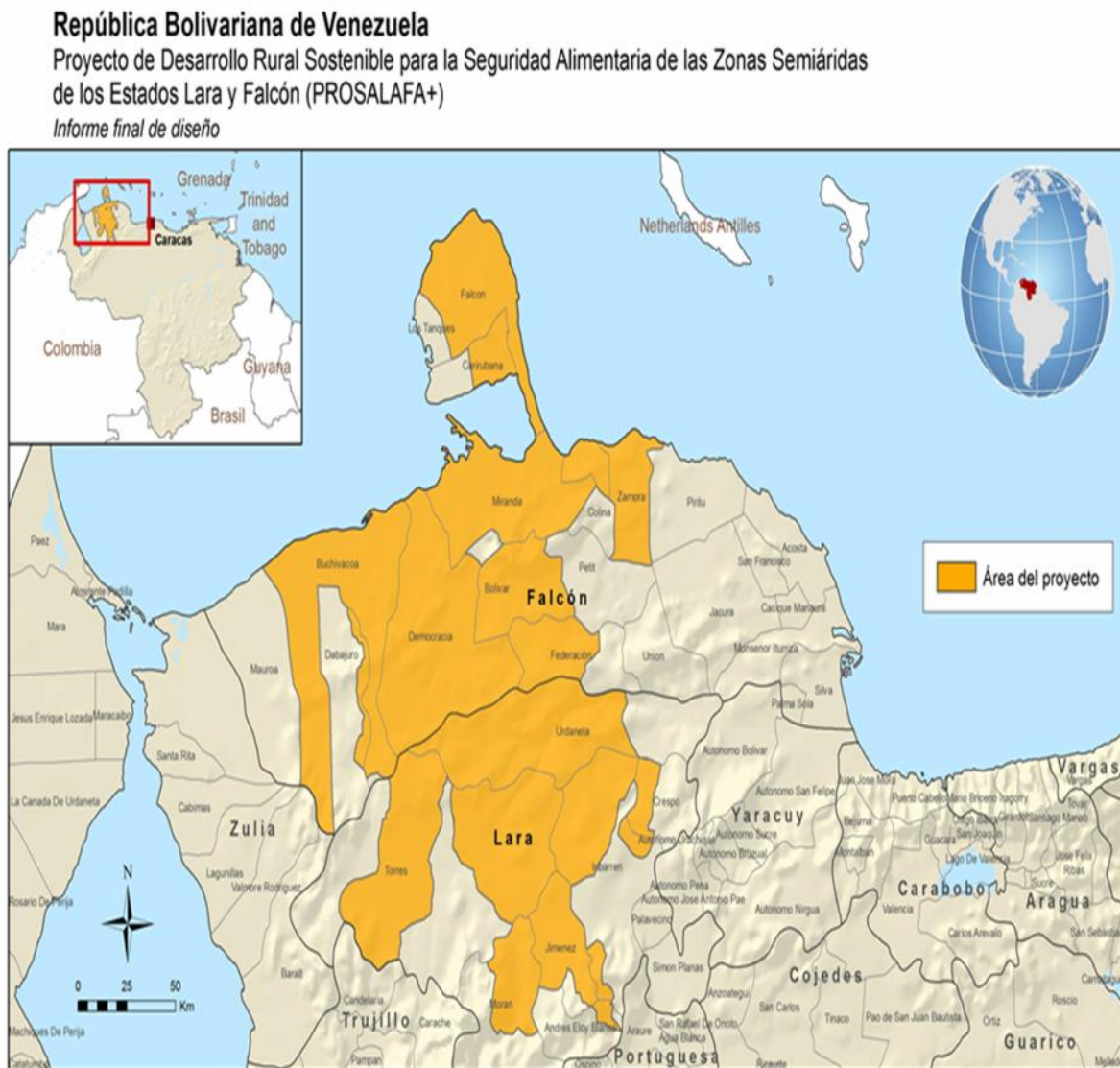
Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	3
A. Approche	3
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	4
E. Supervision	5
IV. Coût, financement et avantages du projet	5
A. Coût du projet	5
B. Financement du projet	5
C. Résumé des avantages et analyse économique	6
D. Durabilité	6
E. Identification et atténuation des risques	6
V. Considérations d'ordre institutionnel	7
A. Respect des politiques du FIDA	7
B. Alignement et harmonisation	7
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	7
D. Participation à l'élaboration des politiques	8
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	8
VII. Recommandation	8
Appendices	
I. Convenio de financiación negociado (Accord de financement négocié)	1
II. Marco lógico (Cadre logique)	10

Sigles et acronymes

CIARA	Fundación de Capacitación e Innovación para Apoyar la Revolución Agraria
SAD	Société andine de développement
UEP	Unité d'exécution du projet

Carte de la zone du projet



Source: FIDA; 20/07/2015

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés

République bolivarienne du Venezuela

Projet de développement rural durable pour la sécurité alimentaire des zones semi-arides des États de Lara et de Falcón – phase III

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République bolivarienne du Venezuela
Organisme d'exécution:	Ministère du pouvoir populaire pour l'agriculture et les terres, par l'intermédiaire de la Fondation CIARA (Capacitación e Innovación para Apoyar la Revolución Agraria)
Coût total du projet:	96,23 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	6,81 millions d'EUR (équivalant approximativement à 7,62 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Cofinancier:	Société andine de développement (SAD)
Montant du cofinancement:	14,00 millions d'USD
Contribution de l'emprunteur:	68,00 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	6,61 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative au financement proposé en faveur de la République bolivarienne du Venezuela pour le Projet de développement rural durable pour la sécurité alimentaire des zones semi-arides des États de Lara et de Falcón – phase III, telle qu'elle figure au paragraphe 41.

Proposition de prêt à la République bolivarienne du Venezuela pour le Projet de développement rural durable pour la sécurité alimentaire des zones semi-arides des États de Lara et de Falcón – phase III

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Le Venezuela compte 29 millions d'habitants et dispose des plus grandes réserves d'hydrocarbures d'Amérique latine, qui sont la base de son économie et représentent 96% de ses exportations. Son produit intérieur brut (PIB) par habitant s'établissait à 14 415 USD en 2013, tandis que son indice du développement humain n'a cessé de s'améliorer depuis 2000, (0,764 en 2014, 67^e rang). Si les inégalités persistent, les politiques sociales appliquées depuis le milieu de la décennie passée, jointes à la croissance économique, ont permis de réduire la pauvreté de moitié (25,4% en 2012). Ces progrès qui sont parmi les plus importants de la région, sont le résultat d'un processus de transformation sociale, qui promeut l'autonomisation des groupes les plus pauvres de la population, en particulier la population rurale.
2. Le Venezuela offre un exemple de politiques efficaces conçues pour lutter contre la pauvreté, qui ont permis des progrès significatifs dans ce domaine. Malgré cela, les déséquilibres et les défis persistent, sur le plan tant institutionnel que macroéconomique. L'une des principales difficultés pour qui doit prendre les décisions, actuellement, est de réussir à optimiser l'utilisation des ressources disponibles pour corriger les inégalités (économiques, générationnelles, territoriales) et créer une base productive solide et moins dépendante du pétrole et des subventions. À cette fin, un processus de réforme de l'État a été lancé, qui vise à améliorer la production et la productivité des secteurs prioritaires, notamment l'agriculture, et à décentraliser et promouvoir l'autonomie gouvernementale locale. Ces deux lignes d'action représentent une opportunité pour l'autonomisation des organisations paysannes par le transfert de responsabilités et de ressources, favorisant ainsi le développement rural productif fondé sur le territoire, la participation sociale et la responsabilité partagée.
3. Décentralisation territoriale. Le cadre juridique et politique actuel octroie des responsabilités administratives directes aux communautés afin qu'elles promeuvent diverses organisations territoriales et sectorielles. La fonction primordiale de ces organisations est de gouverner et de gérer leurs territoires, biens communs et ressources naturelles afin de promouvoir les activités économiques d'intérêt commun par le biais des plans communaux de développement prévus par la loi du Plan de la Patria 2013-2019. De fait, la création, le renforcement et la consolidation des communes (instances de gouvernement autonome intégrées par communauté) est une des priorités du gouvernement actuel.

4. Amélioration de la production agricole. Le secteur agricole du Venezuela est sans aucun doute un secteur prioritaire, vu qu'il est urgent de garantir le ravitaillement du pays et de réduire les importations alimentaires. Cette tâche est toutefois rendue difficile par les faibles niveaux de production et de productivité attribuables, entre autres facteurs, au manque d'investissements et d'assistance technique, à l'aridité des sols, à la rareté de l'eau, à la vulnérabilité au changement climatique et à la dispersion de la population rurale.
5. Soutien de l'agriculture paysanne. Au sein des priorités nationales, le soutien des petits producteurs agricoles du pays revêt une grande importance en raison du potentiel de production vivrière qu'ils représentent. Le gouvernement accorde la priorité aux investissements productifs et innovants à l'appui des activités économiques rurales, encourage les actions destinées à augmenter la production agricole et apporte une assistance technique et financière tant aux entreprises d'État qu'aux petits producteurs pour tenter de couvrir la demande vivrière et d'assurer l'alimentation de la population, en sauvant aussi les cultures autochtones.
6. Pauvreté rurale et sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les niveaux de pauvreté demeurent élevés en milieu rural, avec des taux de besoins de base non satisfaits et de dépendance économique trois fois plus élevés que les valeurs moyennes nationales. Pareillement, dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle on constate des problèmes tant de dénutrition que de déficience en micronutriments, de surpoids et d'obésité, parfois au sein d'une même population. Les disparités socioéconomiques restent importantes, spécialement dans les zones rurales, qui demeurent en grande partie à l'écart du processus de développement intégré, durable et équitable.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

7. En dépit des progrès enregistrés, la région semi-aride compte près de 55 000 ménages en situation de pauvreté extrême, qui ont besoin d'assistance et d'investissements. Pour relever ce défi, le gouvernement se propose de mettre en place des mesures spécifiques destinées à augmenter la production et la productivité agricoles et à répondre aux priorités du pays dans les domaines de la lutte contre la pauvreté et de la sécurité et souveraineté alimentaires et nutritionnelles. Y contribuera également le processus de décentralisation qui permettra aux organisations communautaires rurales de se renforcer et de devenir plus efficaces dans la gestion de leur propre développement.
8. L'expérience et les compétences acquises par la Fondation CIARA (Capacitación e Innovación para Apoyar la Revolución Agraria) et le FIDA lors de la deuxième phase du Projet de développement rural durable dans les zones semi-arides des États de Falcón et de Lara (PROSALAFI II) constituent une base excellente pour progresser dans le développement de systèmes de production agroalimentaire dans les zones semi-arides gérées localement. Pour cette raison, le gouvernement se propose d'exécuter dans les zones semi-arides de Lara et de Falcón un nouveau projet qui développera les capacités socioproductives et gestionnaires de la population rurale en vue d'améliorer ses conditions de vie, d'augmenter la production agricole et de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
9. La nouvelle proposition s'inscrit dans le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) actuellement en vigueur, et répond spécialement à ses objectifs 1 et 3.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

10. Le projet sera exécuté dans la zone rurale semi-aride des États de Lara et de Falcón, situés dans le nord-ouest du Venezuela, vaste étendue de paysages semi-arides caractérisés par des processus profonds et aigus d'érosion et de désertification, et

présentant par endroits des conditions d'aridité totale. Il s'agit d'un écosystème fragile exposé à des précipitations annuelles rares mais de forte intensité et à des processus d'évaporation quatre à cinq fois supérieurs aux précipitations. Territoire rural pauvre et faiblement peuplé, les communautés et les exploitations y sont dispersées, et les systèmes de culture et de production sont enracinés dans l'espace territorial et dans les pratiques de subsistance locales. Enfin, c'est un milieu où les ressources naturelles se raréfient et où l'accès aux services publics est limité.

11. La population ciblée comprend approximativement 18 000 familles (pauvres ou extrêmement pauvres), appartenant à 40 communes situées dans les États de Lara et de Falcón. Le projet accordera une attention particulière aux groupes vulnérables composés de femmes chefs de ménage, et de jeunes et d'adultes sélectionnés dans la zone rurale semi-aride où le projet sera exécuté.

B. Objectif de développement du projet

12. On escompte qu'à l'achèvement du projet, 18 000 familles des communes bénéficiaires auront augmenté leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, accru leur capacité d'acquérir des aliments sains, salubres et produits localement, et amélioré leur accès permanent à l'eau potable. Le projet vise à réduire les inégalités de revenus et d'opportunités productives, technologiques, financières, et sociales existant dans la zone du projet entre les hommes, les femmes et les jeunes.

C. Composantes/résultats

13. Le projet comprend deux composantes qui se complètent, s'articulent et se renforcent en fonction de l'objectif de développement. La première est axée sur l'autonomisation et la gouvernance des organisations communautaires, et la deuxième, sur le développement de systèmes de production à caractère associatif impulsé par les instances communales (sur lesquelles se concentrera le soutien financier du FIDA).
14. La première composante, intitulée développement et expansion du pouvoir populaire, aura comme objectif de soutenir le processus de décentralisation territoriale en cours afin de contribuer à créer et renforcer les capacités locales de gouvernance et de promotion d'activités productives durables sur les plans environnemental et social. Le projet prévoit une série de mesures destinées à doter les habitants des capacités, principes et valeurs nécessaires à l'exercice du pouvoir populaire, et les organisations communautaires, des outils requis pour y parvenir. Il facilitera aussi l'articulation stratégique entre les organisations socioproductives (unités de production familiales, coopératives, entreprises de production sociale, jeunes entrepreneurs et autres groupes) et les communes respectives établies ou en voie de constitution.
15. La deuxième composante, intitulée développement de systèmes de production sociale, vise l'investissement dans des biens et services productifs destinés à améliorer les pratiques actuelles de culture et d'élevage, et à développer des moyens d'existence durables, qui améliorent les revenus, augmentent la sécurité et la souveraineté alimentaires et nutritionnelles, et assurent une gestion prudente de l'eau, dont la rareté constitue le principal facteur limitant le développement dans les zones semi-arides. Cette composante est axée sur les organisations socioproductives des communes sélectionnées de la zone du projet et elle promouvra le renforcement des capacités de production, de transformation et de distribution des aliments, l'accès à une nourriture de qualité et une plus large disponibilité de l'eau, favorisant ainsi la résilience des populations rurales face aux changements climatiques.

III. Exécution du projet

A. Approche

16. Le projet mettra à profit les enseignements tirés des projets antérieurs et sera axé sur les principales actions suivantes: i) amélioration de la sécurité alimentaire et

nutritionnelle par l'adoption de pratiques de production compatibles avec l'utilisation durable des ressources naturelles; ii) soutien des entreprises sociales de transformation et création d'organisations socioproductives pour la commercialisation associative des aliments et des produits agricoles; et iii) renforcement des capacités de gestion des communes (organisations rurales autogérées), nouvelles entités créées dans le cadre du processus de décentralisation.

B. Cadre organisationnel

17. L'organisme responsable du projet sera le Ministère du pouvoir populaire pour l'agriculture et les terres, qui agira par l'intermédiaire de la Fondation CIARA, organisme gouvernemental attaché à ce ministère. La Fondation CIARA sera chargée de l'exécution générale des activités du projet et exercera les principales responsabilités suivantes: i) inscrire les besoins de ressources du projet dans son budget annuel et le présenter à l'approbation du Ministère du pouvoir populaire pour l'économie et les finances, et ii) exécuter le projet conformément aux termes de l'accord de financement, aux réglementations nationales, aux directives du FIDA et aux dispositions du manuel d'opérations. La Fondation CIARA établira une unité d'exécution du projet (UEP) rattachée à sa présidence. Cette UEP comprendra une direction exécutive, trois coordinations (gestion du développement, gestion de l'information et gestion administrative), et deux unités techniques des États (Lara et Falcón). Trois comités assureront à leur tour la participation et les relations mutuelles: un comité de coordination et deux comités communautaires, à savoir un par État. Les personnes qui occuperont les postes de directeur exécutif, coordonnateurs de gestion et coordonnateurs des unités techniques des États seront sélectionnées conformément aux critères convenus entre la Fondation CIARA et le FIDA. Le reste du personnel professionnel et administratif sera désigné conformément aux critères convenus entre la Fondation CIARA et le FIDA, qui seront prévus dans le manuel d'opérations du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Le projet (phase III) mettra en œuvre un système participatif de planification et de suivi-évaluation, utilisant une approche de gestion axée sur les résultats du développement, ce qui implique la mise en place de mécanismes d'apprentissage et de gestion des savoirs comme partie intégrante du cycle de gestion. Cela garantira que les informations et les enseignements tirés de l'exécution soient bien recueillis pour améliorer la prise de décision concernant les ajustements de la planification et assurer ainsi l'obtention des effets et impacts prévus dans le cadre logique du projet (théorie du changement du projet) indépendamment des changements qui peuvent se produire dans le contexte et les hypothèses de ce dernier.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. La gestion financière sera assurée conjointement par la Fondation CIARA et l'UEP. La majeure partie des opérations financières seront exécutées au sein de la coordination administrative de l'UEP. En outre, les coordinations des unités techniques des États et des unités territoriales opérationnelles exerceront aussi certaines fonctions fiduciaires. Les responsabilités financières de ces coordinations et leurs relations avec la coordination de la gestion administrative seront définies dans le manuel d'opérations du projet. Le projet utilisera le système intégré de gestion administrative du secteur public (SIGESP) conjointement avec un système supplémentaire spécifiquement destiné à répondre aux exigences du FIDA.
20. Flux de fonds. L'emprunteur ouvrira auprès de la Banque centrale du Venezuela un compte désigné en dollars des États-Unis réservé exclusivement aux ressources du prêt. L'emprunteur ouvrira aussi des comptes du projet en monnaie nationale dans une banque publique ou privée autorisée par l'organisme national compétent et agréée par le FIDA. L'emprunteur déposera sur les comptes du projet les fonds nationaux de contrepartie, ainsi que ceux provenant des financements du FIDA et de

la Société andine de développement (SAD) convertis en monnaie nationale, et il conservera des informations sur les sommes en question ventilées par source de financement.

21. **Audit.** Un auditeur indépendant vérifiera chaque année les états financiers consolidés annuels, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Seront soumis à cet examen tous les comptes du projet afférents à toutes les sources de financement. Les rapports d'audit seront communiqués au FIDA dans un délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice financier.
22. **Passation des marchés.** La passation des marchés se fera conformément à la Loi organique de la chambre de contrôle général de la République et du système national de contrôle fiscal (et de sa réglementation), sous réserve de comptabilité avec les Directives du FIDA concernant la passation des marchés.

E. Supervision

23. Le FIDA apportera son appui à l'exécution de la façon jugée la plus appropriée, en cherchant à améliorer l'efficacité et à faire en sorte que les objectifs et les impacts souhaités soient atteints. En outre, en collaboration avec la SAD et en coordination avec la Fondation CIARA, le FIDA assurera la supervision directe du projet, conformément à sa politique de supervision et d'appui à l'exécution. Le FIDA et l'emprunteur procéderont à un examen à mi-parcours après la troisième année d'exécution du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

24. Le coût total du projet (phase III) s'élève à 96,2 millions d'USD. Le projet comprend deux composantes, auxquelles s'ajoutent la gestion et l'administration. La première composante (développement et expansion du pouvoir populaire), dont le coût se monte à 15,6 millions d'USD (16,3% du total), est financée exclusivement par le Gouvernement bolivarien du Venezuela. Le coût de la deuxième (développement de systèmes de production sociale) est de 62,2 millions d'USD (64,7%) et celui de la gestion du projet de 18,3 millions d'USD (19%).

Tableau 1

Coût indicatif du projet par composante et par source de financement

(en millions d'USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Prêt de la SAD		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement et expansion du pouvoir populaire	-	-	-	-	-	-	15,66	100,00	15,66	16,30
2. Développement de systèmes de production sociale	6,71	10,80	14,00	22,5	6,61	10,60	34,92	56,10	62,24	64,70
3. Gestion et administration	0,91	5,00	-	-	-	-	17,42	95,00	18,33	19,00
Total	7,62	7,90	14,00	14,5	6,61	6,90	68,00	70,70	96,23	100,00

B. Financement du projet

25. Le financement total du projet (phase III) s'élève à 96,2 millions d'USD. La contribution de la République bolivarienne du Venezuela sera de 68 millions d'USD, ce qui représente 70,7% du total. La SAD apportera 14 millions d'USD (14,5%) et le FIDA, 7,6 millions d'USD (7,9%). Les bénéficiaires fourniront de leur côté une contribution en espèces de 6,6 millions d'USD, soit 6,9% du financement total du projet.

Tableau 2

Coût indicatif du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en millions d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Prêt de la SAD		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Formation							22,05	100,00	22,05	22,90
2. Biens, services et fournitures							13,27	100,00	13,27	13,80
3. Véhicules	0,50	88,00					0,07	12,00	0,57	0,60
4. Services consultatifs	0,41	88,00					0,06	12,00	0,47	0,50
5. Études et supervision			0,21	88,00			0,03	12,00	0,24	0,30
6. Transferts et dons	6,71	15,80	13,79	32,60	6,61	15,60	15,23	36,00	42,34	44,00
7. Traitements et indemnités							11,17	100,00	11,16	11,60
8. Dépenses de fonctionnement							6,12	100,00	6,12	6,40
Total	7,62	7,90	14,00	14,5	6,61	6,90	68,00	70,70	96,23	100,00

C. Résumé des avantages et analyse économique

26. Bénéficiaires et augmentation estimative des revenus. Le nombre de bénéficiaires directs devrait être au total de 18 000 familles. Quant aux revenus supplémentaires, estimés en moyenne à 1 259 USD par famille et par an, ils varieront selon le type d'activité, au sein d'une fourchette allant de 387 USD à 4 025 USD.
27. Évaluation économique. À un horizon de 10 ans, l'évaluation du projet est positive du point de vue économique, avec un taux de rentabilité économique interne de 17,6%, une valeur actualisée nette positive de 86,2 millions d'USD et un rapport coûts-bénéfices de 3,1. La sensibilité du projet à la hausse des coûts et à la baisse des bénéfices va jusqu'à 30%, et sa tolérance au retard des bénéfices est d'un an.

D. Durabilité

28. L'institutionnalisation de l'"approche PROSALAF", ainsi que l'acceptation et l'appréciation du travail de la Fondation CIARA (créée en 1966) sont les principaux gages de continuité et de durabilité du projet, bien au-delà de toute autre considération. Les projets antérieurs ont obtenu des résultats tangibles (malgré des contextes pas toujours favorables), comme le prouvent les évaluations réalisées, et ont été évalués positivement par les bénéficiaires et les différents échelons institutionnels (à tel point que le Distrito Motor del Semiárido prend comme référence principale les réalisations des phases I et II du projet).
29. En sus de ces garanties, la stratégie de durabilité du projet (phase III) prend en compte les aspects interdépendants suivants: a) soutien politique et institutionnel clair; b) cohérence de la stratégie proposée; c) viabilité et durabilité des résultats économiques et financiers; d) utilisation de technologies appropriées; e) promotion des capacités locales; f) utilisation durable des ressources naturelles; et g) promotion de la résilience face aux risques climatiques et autres.

E. Identification et atténuation des risques

30. La stratégie du projet, qui repose sur la promotion et la consolidation des entités décentralisées, offrira un environnement propre à garantir de bons résultats. S'agissant de la durabilité politique, il est important de tenir compte du fait que le gouvernement actuel a un mandat de six ans courant jusqu'à 2019, qui coïncide avec la durée de vie active de la phase III, soit un laps de temps adéquat pour consolider l'opération. Si un changement de gouvernement venait à affecter le projet, les conditions de pauvreté régnant dans la zone d'exécution justifieraient en toute sécurité la poursuite de la plupart des actions, spécialement celles à caractère productif. La performance de la Fondation CIARA comme agent d'exécution de projets antérieurs cofinancés par le FIDA contribue aussi à minorer les risques,

compte tenu de son expérience en matière d'organisation et de ses capacités techniques et administratives.

31. De plus, le projet sera doté d'une unité d'exécution disposant d'une relative autonomie pour approuver les sous-projets et attribuer les ressources, ce qui contribuera à réduire les risques inhérents à des processus administratifs complexes et bureaucratiques.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

32. La conception du projet a été élaborée en tenant compte des objectifs et priorités du FIDA en vigueur, ainsi que des recommandations plus récentes. D'une part, la présente proposition s'inscrit dans le fil général du Cadre stratégique (2011-2015) et répond aux objectifs stratégiques relatifs à l'amélioration de l'accès à des services contribuant à réduire la pauvreté, et à la promotion de ressources économiques et naturelles susceptibles d'améliorer la résilience des populations rurales défavorisées.
33. D'autre part, la présente proposition se base sur les principes et les dispositions des principales politiques pertinentes, à savoir: la politique relative au ciblage des populations pauvres des zones rurales; la politique d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes; la politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement; la stratégie du FIDA face au changement climatique; les procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique; et les stratégies de gestion des savoirs et d'innovation dans les domaines où elles seraient applicables, spécialement en ce qui concerne la gestion et la diffusion des enseignements tirés et d'exemples de réussites susceptibles de servir de modèle.

B. Alignement et harmonisation

34. Le projet est aligné sur le Plan de la Patria et s'appuie sur la politique nationale de sécurité alimentaire. Dans le cadre dudit plan, il contribuera à la lutte contre la pauvreté (objectif national 2.2), à l'amélioration de la souveraineté et de la sécurité agroalimentaires (objectif national 1.4), et spécialement à la consolidation de réseaux de production et de distribution directe des produits de consommation, et à la promotion de modèles de production diversifiés et durables, ainsi qu'à la poursuite de la décentralisation et de la gestion locale participative (objectif national 2.3). Le projet mettra à profit les priorités de l'agenda politique sur la décentralisation et la gestion locale, et l'impulsion donnée au Distrito Motor del Semiarido de Lara et Falcón, qui serviront de leviers pour renforcer le projet et en garantir la continuité.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

35. Le projet met à profit les enseignements tirés des phases I et II du Projet pour le développement rural en faveur des communautés pauvres des milieux semi-arides. Il intègre les apports réussis et prend en compte les recommandations issues de l'évaluation de la phase II, et tout ajustement nécessaire dans le contexte du pays. À cet égard, le nouveau projet reliera le processus de décentralisation en cours (y compris l'autonomisation des communes et l'amélioration de leur gouvernance) au développement de systèmes de production, qui constitueront une base associative pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.
36. La phase III comportera les axes novateurs suivants: a) introduction de plans d'entreprise pour garantir la réussite des investissements; b) meilleure articulation entre les producteurs et les consommateurs; c) mise en œuvre de l'approche concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle; d) appui au processus de décentralisation afin de renforcer les organisations socioproductives; et e) promotion de la résilience environnementale et climatique.

D. Participation à l'élaboration des politiques

37. Le projet sera exécuté conformément au nouveau dispositif juridique et politique, qui octroie des responsabilités administratives directes aux communautés pour qu'elles promeuvent les organisations territoriales et sectorielles à but économique, dans le cadre du "pouvoir populaire". Celui-ci prévoit que les communautés s'uniront volontairement pour créer des communes, instances de gouvernement autonome régissant un territoire défini par les communautés elles-mêmes. Le projet appuiera la création, le renforcement et la consolidation des communes rurales dans sa zone d'intervention, et visera à améliorer l'efficacité et l'efficacé de leurs organes de gouvernement et de leurs organisations communautaires en ce qui concerne:
- i) l'utilisation optimale des ressources disponibles; ii) l'amélioration des processus de production, de transformation et de commercialisation, reliant adéquatement l'offre et la demande; et iii) l'accès aux ressources financières disponibles.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

38. Un accord de financement entre la République bolivarienne du Venezuela et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est figure à l'appendice I.
39. La République bolivarienne du Venezuela est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
40. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République bolivarienne du Venezuela un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à six millions huit cent dix mille euros (6 810 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Rural Sustentable para la Seguridad Alimentaria de las Zonas Semiáridas de los estados Lara y Falcón PROSALAFa III"

(Negociaciones concluidas el 21 de julio de 2015)

Número del Préstamo: [insertar número]

Proyecto de Desarrollo Rural Sustentable para la Seguridad Alimentaria de las Zonas Semiáridas de los estados Lara y Falcón (el "Proyecto" o "PROSALAFa III")

La República Bolivariana de Venezuela (el "Prestatario")

y

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que para lograr los objetivos del Proyecto, el Prestatario prevé gestionar y obtener del Banco de Desarrollo de América Latina (CAF) un cofinanciamiento por un monto estimado de catorce millones de Dólares de los Estados Unidos de América (USD 14 000 000) para cofinanciar actividades derivadas del Proyecto;

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder un préstamo al Prestatario para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio;

las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos en su conjunto conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción y las Disposiciones de ejecución del Proyecto (Anexo 1) y el Cuadro de asignaciones (Anexo 2).

2. Se adjuntan al presente Convenio las Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola de fecha 29 de abril de 2009, en sus sucesivas versiones enmendadas, (las "Condiciones Generales") y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado. En caso de discrepancia entre las disposiciones de este Convenio y las Condiciones Generales, prevalecerán las disposiciones del Convenio.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo al Prestatario (la "Financiación"), que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto de conformidad con los términos y condiciones del presente Convenio.

Sección B

1. El monto del Préstamo es de seis millones ochocientos diez mil Euros (EUR 6 810 000). Para efectos referenciales, el equivalente del Préstamo en moneda local es de cuarenta y seis millones cuatrocientos cuarenta y cuatro mil doscientos Bolívares (Bs 46 444 200) al tipo de cambio de un (1) Euro equivalente a seis Bolívares ochenta y dos centavos (Bs 6.82), de fecha 20 de julio 2015, usando el tipo de cambio oficial del Prestatario que corresponde al tipo de cambio oficial del Fondo Monetario Internacional. La Moneda de Denominación será el Euro. Los retiros y los pagos del servicio del Préstamo se harán de conformidad con lo señalado en el Artículo VI de las Condiciones Generales.
2. El Préstamo se concede en condiciones ordinarias y pagará un tipo de interés equivalente al cien por ciento (100%) del tipo de interés variable de referencia que determine la Junta Ejecutiva del FIDA. El Préstamo tendrá un plazo de reembolso de dieciocho (18) años, incluido un período de gracia de tres (3) años a partir de la fecha en que el Fondo haya determinado que se han cumplido todas las condiciones generales previas para el retiro de fondos.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo será el Euro.
4. El primer día del Ejercicio Financiero aplicable será 1º de enero. El Ejercicio Financiero corresponde al año fiscal del Prestatario.
5. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo serán pagaderos cada 15 de junio y 15 de diciembre.
6. El Prestatario, a instancia del Organismo Responsable del Proyecto, abrirá y mantendrá una Cuenta Designada en Dólares de los Estados Unidos de América en el Banco Central de Venezuela. El Organismo Responsable del Proyecto abrirá y mantendrá una(s) Cuenta(s) del Proyecto, en un banco público o privado autorizado por el organismo nacional competente y notificado al FIDA, para su no objeción.
7. El Prestatario proporcionará financiación de contrapartida en Bolívares para el Proyecto por un monto equivalente a sesenta y ocho millones de Dólares de los Estados Unidos de América (USD 68 000 000). Para efectos referenciales, el equivalente de la contrapartida en moneda local es cuatrocientos veintisiete millones trescientos doce mil Bolívares (Bs 427 312 000) al tipo de cambio de un (1) Dólar equivalente a seis Bolívares y veintiocho centavos (Bs 6.28), en la fecha 20 de julio de 2015, usando el tipo de cambio oficial del Prestatario que corresponde al tipo de cambio oficial del Fondo Monetario Internacional.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será el Ministerio del Poder Popular para la Agricultura y Tierras (MPPAT), quien actuará a través de la Fundación de Capacitación e Innovación para Apoyar la Revolución Agraria (Fundación CIARA).
2. Se designa Parte adicional en el Proyecto a la Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP).
3. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio. La fecha de entrada en vigor, de acuerdo a lo señalado en las Condiciones Generales (Sección 13.01), será la fecha en que el Fondo y el Prestatario hayan firmado el presente Convenio.

Sección D

El Préstamo será administrado por el FIDA. El Proyecto será supervisado por el FIDA, en colaboración con la CAF y la Fundación CIARA.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales para la suspensión del presente Convenio los siguientes:

- a) Que el derecho del Prestatario a solicitar o efectuar retiros de fondos bajo el Convenio que suscriba con la CAF haya sido cancelado o suspendido en su totalidad o parte.
- b) Que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación, sin el acuerdo previo de las Partes, y el FIDA haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Se considera que son condiciones generales adicionales previas para el retiro de fondos las siguientes:

- a) Que el equipo directivo del Proyecto haya sido seleccionado de acuerdo a lo establecido en el Anexo I, sección 2.8 de este Convenio.
- b) Que el borrador del Manual de Operaciones del Proyecto haya sido presentado al FIDA.
- c) Que la Cuenta Designada y la(s) Cuenta(s) del Proyecto hayan sido abiertas, de acuerdo a lo señalado en la Sección B.6, supra.
- d) Que se hayan asignado los fondos de contrapartida en el presupuesto general del Prestatario, de acuerdo al plan plurianual del Proyecto.

3. Se indican a continuación los representantes designados y las direcciones que han de utilizarse para cualquier intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio:

Por el Prestatario:

Ministro
 Ministerio del Poder Popular de Economía y Finanzas (MPPEF)
 Esquina de Carmelitas, Avenida Urdaneta, Parroquia Altigracia, Municipio Libertador
 Edificio Sede del MPPEF, piso 9, Ala Este
 Oficina Nacional de Crédito Público (ONCP)
 Código Postal 1010, Caracas, Venezuela

Por el Fondo:

Presidente
 Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola
 Via Paolo di Dono, 44
 00142 Roma, Italia

El presente Convenio, de fecha [insertar fecha], se ha preparado en español en dos (2) copias originales, una para el Fondo y otra para el Prestatario.

REPÚBLICA BOLIVARIANA DE VENEZUELA

[insertar nombre del Representante Autorizado]
[insertar su título]

FONDO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO AGRÍCOLA

Kanayo F. Nwanze
Presidente

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

I. Descripción del Proyecto

1. Población-objetivo. La población-objetivo está compuesta por aproximadamente 18.000 familias (pobres o extremadamente pobres), pertenecientes a 40 comunas en los estados de Lara y Falcón ("Área del Proyecto"). El Proyecto prestará especial atención a grupos vulnerables compuestos por mujeres jefas de hogar, jóvenes y personas mayores seleccionados de la zona rural semiárida de la mencionada Área.

2. Meta. La meta del Proyecto es contribuir a mejorar las condiciones de vida de la población rural pobre en el Área del Proyecto, mejorando los activos de las familias y la calidad de la alimentación familiar.

3. Objetivo. El objetivo del Proyecto es reducir la brecha de desigualdades de ingresos y oportunidades productivas, tecnológicas, financieras y sociales que existen entre hombres, mujeres y jóvenes en el Área del Proyecto. El Proyecto busca asimismo incrementar la seguridad alimentaria y nutricional entre la población-objetivo, de manera de lograr que ésta incremente su capacidad de adquirir alimentos sanos, seguros y soberanos y mejore su acceso continuo al agua potable.

4. Componentes. El Proyecto incluye dos componentes que se complementan, articulan y refuerzan:

4.1 Componente 1: Desarrollo y expansión del Poder Popular. El objetivo de este componente es apoyar el proceso de fortalecimiento de capacidades locales para la gobernanza y la promoción de actividades productivas de forma ambiental y socialmente sustentables. A través de este componente, se ejecutarán actividades con miras a lograr que los ciudadanos cuenten con las capacidades, principios y valores necesarios para ejercer el Poder Popular y permitir que las comunidades organizadas, dispongan de las herramientas necesarias para ejercer este Poder Popular. Asimismo, facilitará la articulación estratégica entre las organizaciones socio-productivas (unidades de producción familiar, agricultura familiar, cooperativas, empresas de producción social, jóvenes emprendedores, y otros grupos) y las respectivas comunas establecidas o en fase de constitución. Las principales actividades incluyen:

- a) Mapeo de actores, diagnóstico participativo y estudios temáticos;
- b) Planificación estratégica y participativa;
- c) Diseño y ejecución de metodologías y estrategias de acompañamiento diferenciadas para el fortalecimiento de capacidades y organizacional;
- d) Articulación con instituciones públicas que tienen incidencia en el territorio de las comunas; y
- e) Subproyectos sociales.

4.2 Componente 2: Desarrollo de Sistemas de Producción Social. El objetivo de este componente es la inversión en activos productivos y servicios para el desarrollo de medios de vida sustentables que repercutan en la generación de ingresos y en la seguridad y soberanía alimentarias. El componente promoverá el incremento de las

capacidades de producción, transformación y distribución de alimentos y el acceso a alimentos de calidad, mejorando el acceso al agua y favoreciendo la resiliencia de las poblaciones rurales frente a los eventos climáticos. Las principales actividades incluyen:

- a) Mejora de capacidades socio-productivas;
- b) Inversiones para aumentar la producción y transformación rurales;
- c) Manejo sustentable de recursos naturales, especialmente hídricos; y
- d) Comercialización, transformación, intercambio y distribución.

Para lograr el empoderamiento y apropiación de todas las acciones del componente por parte de las comunas, su ejecución se realizará a través de los Consejos de Economía Comunal, involucrando también a los grupos con base familiar asociados en redes de producción, transformación y distribución; se promoverán acciones de prevención y gestión del riesgo como eje transversal en la planificación, implementación y seguimiento interno de las actividades propuestas. Asimismo se apuntará a promover la capacitación de las mujeres y familias en su conjunto para la seguridad nutricional de los(as) niños(as) y adolescentes, y la participación de padres y madres en las labores de cuidado y alimentación, con especial atención a padres y madres jóvenes y adolescentes gestantes.

II. Disposiciones de ejecución

1. Organismo Responsable del Proyecto.

1.1 Designación. El Prestatario designa como Organismo Responsable del Proyecto al MPPAT, quien actuará a través de la Fundación CIARA.

1.2 Responsabilidades. El MPPAT/Fundación CIARA serán responsables de la ejecución general de las actividades del Proyecto. Entre sus responsabilidades específicas se incluyen: a) incluir los requerimientos de recursos del Proyecto en su presupuesto anual y tramitar su aprobación ante el MPPEF; y b) ejecutar y supervisar el Proyecto de acuerdo a los términos de este en este Convenio de Financiación, el Manual de Operaciones del Proyecto y las políticas, normas y directrices del FIDA así como las directrices, políticas y normas de la República Bolivariana de Venezuela.

2. La Unidad Ejecutora del Proyecto (UEP).

2.1 Establecimiento. La Fundación CIARA establecerá una UEP dependiente de su Presidencia. La UEP estará compuesta por una Dirección, tres Coordinaciones (Gestión del Desarrollo, Gestión de Seguimiento y Evaluación y Gestión Administrativa), y dos Unidades Técnicas Estadales (UTE) (Lara y Falcón). Las UTE actuarán por medio de las Unidades Territoriales Operativas (UTO), que están conformadas según los requerimientos del Proyecto.

2.2 Dirección del Proyecto. La Dirección del Proyecto estará ubicada en Barquisimeto, estado Lara, y estará encargada de ejercer la conducción y administración de las actividades diarias del Proyecto. La Dirección dependerá de la Presidencia de la Fundación CIARA y estará a cargo de un Director(a) del Proyecto y contará con el personal profesional, técnico y administrativo necesario para la correcta ejecución de las actividades.

2.3 Responsabilidades de la Dirección del Proyecto. Entre las funciones principales se encuentran: a) garantizar que la implementación de actividades se realice de conformidad con lo establecido en este Convenio de Financiación, el Manual de Operaciones del Proyecto, las políticas, normas y directrices del FIDA así como las directrices, políticas y normas de la República Bolivariana de Venezuela; b) coordinar, supervisar y evaluar el funcionamiento y ejecución del Proyecto; c) orientar y hacer seguimiento a la planificación y a la evaluación del desempeño institucional; d) gestionar, ante las instancias competentes, la aprobación del Plan Operativo Anual y del presupuesto de ingresos y gastos del Proyecto, que aseguren su buen funcionamiento y el cumplimiento de objetivos y metas; y e) establecer y mantener un sistema de control interno adecuado a la naturaleza, estructura y fines del Proyecto.

2.4 Coordinaciones (Gestión del Desarrollo, Gestión de Seguimiento y Evaluación y Gestión Administrativa). Estarán ubicadas en Barquisimeto, estado Lara y dependerán de la Dirección del Proyecto. Cada una de ellas estará dirigido(a) por un(a) Coordinador(a). La Coordinación de Gestión del Desarrollo tendrá como funciones el planificar, ejecutar, coordinar y gestionar las actividades y acciones relacionadas con los componentes del Proyecto. La Coordinación de Gestión de Seguimiento y Evaluación tendrá como funciones el proveer un sistema de información integral e integrado que facilite y optimice los procesos vinculados al desarrollo del Proyecto, y ofrezca información pertinente y actualizada sobre el territorio, el Proyecto y la gestión institucional. Finalmente, la Coordinación de Gestión Administrativa tendrá como funciones planificar, ejecutar y controlar los procesos administrativos, financieros, manejo de bienes, servicios logísticos y de talento humano, en concordancia con los lineamientos que se establezcan desde la Fundación CIARA, con el objeto de facilitar y garantizar el apoyo necesario para el cumplimiento de los objetivos y metas del Proyecto.

2.5 Las Unidades Técnicas Estadales (UTE). Las UTE estarán ubicadas en el ámbito territorial de los estados Lara y Falcón, según sea el caso. Ambas UTE dependerán de la Dirección del Proyecto y cada una contará con un(a) Coordinador(a) estatal. Las funciones de las UTE serán coordinar, ejecutar y controlar las actividades y acciones del Proyecto a ser desarrolladas en los respectivos estados de su competencia, de acuerdo con los lineamientos y directrices de la Dirección del Proyecto, las estrategias y pautas acordadas con las Coordinaciones y la programación establecida para cada estado en particular.

2.6 Selección del personal de la UEP. Las designaciones del(a) Director(a) del Proyecto, Coordinadores(as) de Gestión, Coordinadores(as) de las UTE, y el personal profesional y administrativo, serán seleccionados(as) de conformidad con los criterios acordados entre la Fundación CIARA y el FIDA, que serán reflejados en el Manual de Operaciones del Proyecto.

2.7 Reemplazo del personal de la UEP. El reemplazo del Director(a) del Proyecto, los Coordinadores(as) de Gestión y Coordinadores(as) de las UTE podrá hacerse en base a una propuesta de transición presentada por la Presidencia de la Fundación CIARA al FIDA que incluya medidas que garanticen la continuidad en la implementación del Proyecto.

3. El Comité de Coordinación.

3.1 Este Comité estará presidido por el(la) Directora(a) y conformado por los(as) tres Coordinadores(as) de Gestión, los(as) dos Coordinadores(as) de las UTE y los líderes(lideresas) de los equipos de las UTO. Será una instancia formal y permanente de participación del equipo de trabajo y actores clave del Proyecto, que apoye a la Dirección en el conocimiento, análisis, discusión y toma de decisiones sobre aspectos del funcionamiento y desarrollo del Proyecto. Podrán formar parte del Comité de Coordinación, como invitados(as), los(as) representantes de instituciones públicas o

privadas vinculadas con los objetivos y el desarrollo del Proyecto, los(as) voceros(as) de las organizaciones de base del Poder Popular existentes en el Área del Proyecto, y otros(as) actores(as).

4. Manual de Operaciones del Proyecto.

4.1 La Fundación CIARA preparará un borrador del Manual de Operaciones del Proyecto que incluirá las modalidades de ejecución de los componentes, la organización del Proyecto, los arreglos de seguimiento y evaluación participativa, incluyendo los indicadores de resultado anuales, el flujo de fondos, los procedimientos de las adquisiciones y contrataciones, los sistemas de contabilidad, gestión y control financiero, los reglamentos de asignación y transferencia de recursos a la población-objetivo y requerimientos de contrapartida local, los roles y funciones de los equipos del Proyecto y otros asuntos acordados por el FIDA y la Fundación CIARA.

4.2 La Fundación CIARA someterá el borrador del Manual de Operaciones del Proyecto al FIDA para que formule sus observaciones y emita su no-objeción. Si fuera necesario, la Fundación CIARA podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que se consideren oportunas aplicar durante la implementación, las cuales serán efectivas después de la no-objeción del FIDA, debiendo éste último notificar al Prestatario y al Organismo Responsable del Proyecto tales modificaciones.

Anexo 2

Cuadro de asignaciones

1. Asignación de los recursos del Préstamo. En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo y la asignación de los montos del Préstamo a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categoría	Monto del Préstamo asignado (expresado en EUR)	Porcentaje
I. Vehículos	400 000	100% sin impuestos
II. Consultorías	340 000	100% sin impuestos
III. Transferencias (donaciones) para Infraestructura Productiva y Comercialización	2 860 000	100% excluyendo los aportes de los beneficiarios
IV. Transferencias (donaciones) para Manejo Sustentable de Recursos Naturales (RR.NN.)	2 530 000	100% de gastos totales
Sin asignación	680 000	
TOTAL	6 810 000	

2. Costos de puesta en marcha. El retiro de fondos, respecto de los costos de puesta en marcha en la Categoría de Consultorías realizados antes de satisfacer las condiciones generales previas para el retiro de fondos, no deberá exceder un monto total equivalente a cien mil Euros (EUR 100 000). Para efectos referenciales, el equivalente de los costos de puesta en marcha en moneda local es seiscientos ochenta y dos mil Bolívares (Bs 682 000), al tipo de cambio de un (1) Euro equivalente a seis Bolívares ochenta y dos centavos (Bs 6.82), de fecha 20 de julio 2015, usando el tipo de cambio oficial del Prestatario que corresponde al tipo de cambio oficial del Fondo Monetario Internacional.

Marco lógico

Descripción resumida	Indicadores clave de resultados	Medios de verificación	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
Meta:			
Contribuir a mejorar las condiciones de vida de la población rural pobre del semiárido de Lara y Falcón, en consonancia con el Plan de la Patria -Segundo Plan Socialista de Desarrollo Económico y Social de la Nación 2013 – 2019	<p>Al finalizar el proyecto en las comunas atendidas:</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Las familias participantes en el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, jefatura masculina y jefatura de jóvenes) cuentan con mayores activos familiares y productivos con relación a la línea de base (RIMS 3er nivel: Índice de mejoramiento de activos) ▪ Las familias participantes en el proyecto han incrementado su acceso a alimentos de calidad nutricional diversificando su alimentación con énfasis en mujeres, preescolares y jóvenes (RIMS 3er nivel: Malnutrición crónica) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Estudios línea base y evaluación de impactos a medio término y final del proyecto ▪ Análisis de datos recopilados en el marco del Distrito Motor de Desarrollo del Semiárido ▪ Estadísticas gubernamentales sobre pobreza en Municipios del Semiárido de Lara y Falcón 	Se mantienen las políticas e inversiones públicas dirigidas a los pequeños productores del semiárido de Lara y Falcón
Objetivo de desarrollo del proyecto:			
Al finalizar el proyecto, 18.000 familias de las comunas atendidas por el proyecto han incrementado su seguridad alimentaria y nutricional.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 18.000 familias atendidas directamente por el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, jefatura masculina y jefatura de jóvenes), y de ellas un 70% de las que tienen jefatura femenina y joven, han incrementado su capacidad de adquirir alimentos sanos, seguros, soberanos, y tiene acceso a una canasta alimentaria normativa que cubre sus requerimientos nutricionales (Indicador CIARA, RIMS 3er nivel: Malnutrición crónica) ▪ 3.000 familias de las comunas atendidas por el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, jefatura masculina y jefatura de jóvenes) y de ellas, un 70% de las que tienen jefatura femenina y joven, tienen acceso continuo al agua potable (RIMS 3er nivel) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Estudios línea base y evaluación de impactos a medio término y final del proyecto ▪ Sistema de Seguimiento y Evaluación del proyecto ▪ Registros de seguimiento y evaluación e Informes de rendición de cuentas de las comunas ▪ Estadísticas gubernamentales sobre el semiárido de Lara y Falcón ▪ Informes de Misiones de Supervisión 	Se mantienen las políticas e inversiones públicas dirigidas a los pequeños productores del semiárido de Lara y Falcón
<p>Efecto directo 1</p> <p>Componente Desarrollo y Expansión del Poder Popular</p> <p>Las instancias del poder popular de las comunas atendidas por el proyecto administran efectivamente su territorio, ejercen el autogobierno y se articulan efectiva y eficazmente con las organizaciones socio-productivas y con las instituciones que hacen presencia en estos territorios, priorizando el apoyo a mujeres y jóvenes rurales</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 100% de las nuevas comunas constituidas con el apoyo del proyecto, cuentan con su estructura organizativa y comités de gestión constituidos y han formulado en forma participativa sus Planes Comunales de Desarrollo ▪ 50% de las mujeres y jóvenes rurales voceras en las comunas atendidas, administran los recursos y ejercen la contraloría social de la ejecución de los sub-proyectos dentro de los Bancos Comunales, las unidades administrativas y financieras y de contraloría comunal y social de las Comunas y los Consejos comunales (RIMS 2.6.2) ▪ 60% de las comunas atendidas por el proyecto ha transferido recursos a las organizaciones para la implementación de proyectos productivos sostenibles enmarcados en el Plan de Desarrollo Comunal y les hacen seguimiento. (RIMS 2.1.7) ▪ 60% de las jefaturas femeninas atendidas por el proyecto cuentan con competencias y habilidades en gestión, administración, negociación defensa de derechos, tecnológicas, contables, organizativas y productivas son voceras de las organizaciones socio-productivas ▪ 60% de comunas y 60% de consejos comunales en las comunas atendidas por el proyecto cuenta con una participación equitativa de hombres, mujeres y jóvenes (al menos 50% de representación de mujeres y 20% de jóvenes) en sus órganos directivos y en las vocerías de sus comités de gestión (RIMS 2.6.3, 1.6.6) ▪ 60% de las empresas de propiedad social comunal conformadas (segundo nivel) está distribuyendo productos en el mercado, articulando productores y consumidores 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Registros legales públicos de las comunas ▪ Estudios línea base y evaluación de impactos a medio término y final del proyecto ▪ Sistema de Seguimiento y Evaluación del proyecto ▪ Registros de Seguimiento y Evaluación e Informes de rendición de cuentas de las comunas ▪ Sistematizaciones emergentes ▪ Informes de Misiones de Supervisión 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Se mantiene la actual oferta de apoyo por parte de las instituciones públicas ▪ Se mantienen vigentes las leyes que soportan las instancias del Poder Popular

Descripción resumida	Indicadores clave de resultados	Medios de verificación	Hipótesis (H) / Riesgos (R)
<p>Efecto directo 2 Componente Desarrollo de Sistemas de Producción Social</p> <p>En el área focalizada por el proyecto las familias han incrementado su acceso a alimentos sanos, seguros y soberanos de forma permanente, suficiente y oportuna, y se logra una producción de excedentes de alimentos para la demanda local, parroquial y/o estadal</p>	<ul style="list-style-type: none"> • 12.600 familias atendidas por el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, jefatura masculina y jefatura de jóvenes), ha mejorado sus hábitos alimenticios (tiene una dieta diversificada; alimentos sanos, seguros y soberanos y en la cantidad adecuada) (RIMS 3er nivel: malnutrición crónica) • 3.600 familias atendidas por el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, masculina y de jóvenes) ha establecido huertos orgánicos y/o conucos aumentando la producción para autoconsumo y distribución e intercambio de excedentes (RIMS 2.1.2; 2.1.3; 2.1.9; 2.2,2) • 12.600 familias atendidas por el proyecto (desagregadas por jefatura femenina, jefatura masculina y jefatura de jóvenes), ha mejorado los ingresos provenientes de la actividad económica apoyada por el proyecto (RIMS 2.2.3; 2.4.1; 2.5.2) • 30% de los cargos de representación y/o toma de decisiones dentro de las organizaciones socio-productivas son ocupados por mujeres y un 20% por jóvenes, que ejercen liderazgo en la gestión de proyectos productivos y emprendimientos agrícolas y no agrícolas (RIMS 1.1.12; 1.2.10; 1.3.3; 1.4.6) • 30% de las Organizaciones socio-productivas atendidas por el proyecto (desagregadas por grado de participación de mujeres y/o de jóvenes en sus instancias decisorias), ha adoptado buenas prácticas agrícolas, aumentado la productividad por hectárea en un 10% y está transformando, distribuyendo e intercambiando la producción a nivel local (RIMS 2.1.5; 2.1.6; 2.2.3; 2.2.4; 2.4.1; 2.4.4; 2.5.2) • Un 80% de las familias capricultoras vinculadas a proyectos de infraestructura de captación de agua, ha adoptado un manejo sostenible de la ganadería caprina y está transformando sus productos bajo prácticas sostenibles y distribuyéndolos e intercambiándolos a nivel local (RIMS 2.1.5; 2.2.2; 2.2.3; 2.2.4; 2.4.4) e indicador CIARA) • 70% de las escuelas atendidas por el proyecto está suministrando a sus alumnos y alumnas una alimentación sana preparada con buenas prácticas de manipulación y ha abierto un espacio de formación sobre huertos escolares-familiares con productos seleccionados nutricionalmente, incluyendo animales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Estudios línea base y evaluación de impactos al medio término y final del proyecto • Sistema de Seguimiento y Evaluación del proyecto • Sistematizaciones emergentes • Informes y Estadísticas disponibles y/o investigaciones específicas • Eventos de Seguimiento y Evaluación e Informes de rendición de cuentas de las comunas • Registros de Consejos de Contraloría Social de las comunas • Informes de Misiones de Supervisión 	<ul style="list-style-type: none"> • Se identifican opciones para la captación de agua más eficientes de las infraestructuras llamadas “lagunas” • Las redes de comercialización públicas y privadas favorecen la inserción de las organizaciones socio-productivas del semiárido • Las entidades financieras públicas tienen mecanismos financieros accesibles a las organizaciones socio-productivas